

# **TOUT CHANGER, RIEN LÂCHER ! PLACE AU PEUPLE À CHAMBÉ !**

**Têtes de liste : Laurent Ripart et Claudine Dubois**

## **POUR UNE EGALITE FEMMES-HOMMES EFFECTIVE !**

Les droits des Femmes, conquis dans les luttes, sont menacés dans une société encore massivement patriarcale. En Espagne, la droite au pouvoir veut abroger le droit des femmes à l'avortement et à son remboursement. En France, la droite et l'extrême droite en rêvent!

Les lois sur l'égalité femmes-hommes demeurent largement ineffectives, et les femmes font massivement les frais de la précarisation galopante du salariat :

- 2/3 des précaires sont des femmes
- 80 % des temps partiels contraints sont des femmes
- 27 % : c'est l'écart de salaire entre hommes et femmes dans le privé à travail égal
- les retraites des femmes sont de 40 % inférieures à celles des hommes
- Même dans le secteur public, le recrutement des cadres se fait encore principalement parmi les hommes.

Tandis que les femmes continuent d'accomplir l'essentiel du travail domestique (ménage, repas, soins aux enfants), non payé, non reconnu, et sans lequel aucun travail salarié ne serait possible, nombre d'entre elles subissent en outre des violences psychologiques et/ou physiques, au sein de leur famille et/ou au travail. De plus, 40 % des pensions alimentaires ne sont pas versées : plus de la moitié des femmes seules élevant leurs enfants ne les perçoivent pas, ce qui aggrave encore leur insécurité économique. Les procédures de recouvrement sont hasardeuses, longues et coûteuses.

Avec la politique libérale de Hollande en continuité de celle de Sarkozy, l'ANI 2013 impacte les plus précaires, et donc des millions de femmes. L'indemnisation du chômage est sans rapport avec les besoins. Les minima sociaux sont des perfusions de misère. Les politiques d'austérité réduisent les subventions au Planning Familial et aux structures d'accueil pour les femmes victimes de violences, ferment des Centres d'IVG, réduisent les services publics indispensables.

**Nous refusons cet état de fait ! Pour CHAMBERY et l'intercommunalité nous proposons les mesures suivantes :**

- Le renforcement du service municipal de la petite enfance
- Un service public de recouvrement des pensions alimentaires
- Le développement d'une politique active de prévention des violences intra-familiales dès le premier suivi de grossesse
- Veiller au maintien des subventions pour le Planning Familial
- Développer les services publics venant en aide aux parents

**La lutte pour l'égalité se mène tous les jours de l'année !**

